

**Département des Yvelines
Arrondissement de Saint-Germain-en-Laye**

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**PERMISSION DE VOIRIE - RESTRICTIONS TEMPORAIRES DE STATIONNEMENT
ET DE CIRCULATION - SOCIÉTÉ SPIE CITYNETWORK - TRAVAUX
D'INSTALLATION DE CAMÉRAS ET DE RADARS POUR LE CARREFOUR A FEUX -
BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE ET RUE DU GÉNÉRAL LECLERC - DU 17 JUIN
2024 AU 21 JUIN 2024**

Le Maire de la Ville de Chatou,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-21 et L.2212-1 à L.2213-5,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.411-8, L.325-1 et suivants, R.325-1 et suivants et R.417-1 et suivants,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5,

Vu le Code la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2 et L.116-2,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu le Règlement de la Voirie Départementale adopté par l'Assemblée Départementale le 24 septembre 1999,

Vu le Règlement de la Voirie Communale adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 1998,

Considérant la demande présentée par La société SPIE CITYNETWORK agissant pour le compte de la Ville de Chatou pour réaliser des travaux d'installation de caméras et de radars pour le carrefour à feux, boulevard de la République et rue du Général Leclerc, **du lundi 17 juin 2024 au vendredi 21 juin 2024,**

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour le stationnement et la circulation aux abords des différents sites de travaux afin d'assurer la sécurité des ouvriers et des usagers de l'espace public pendant la durée des travaux,

ARRÊTE

Article 1 : Du lundi 17 juin 2024 au vendredi 21 juin 2024 la société SPIE CITYNETWORK est autorisée à réaliser des travaux d'installation de caméras et de radars pour le carrefour à feux, boulevard de la République et rue du Général Leclerc.

Article 2 : Stationnement

Du lundi 17 juin 2024 au vendredi 21 juin 2024, le stationnement est interdit sur les différents sites aux abords du chantier, selon les besoins et l'avancement des travaux. En application des articles R.325-1 et R.417-10 du Code de la Route, les véhicules ne respectant pas ces dispositions feront l'objet d'une mise en fourrière.

Article 3 : Circulation

Du lundi 17 juin 2024 au vendredi 21 juin 2024, la circulation peut être réduite à une file boulevard de la République et rue du Général Leclerc selon les besoins du chantier et régulée par des hommes «trafic».
La circulation est maintenue impérativement.

Article 4 : Circulation piétonne

La société SPIE CITYNETWORK doit prendre des mesures conservatoires pour la protection des piétons, notamment en aménageant des cheminements sécurisés et/ou en déviant les piétons de part et d'autre des zones de travaux par des traversées sécurisées.

Article 5 : La société exécutant les travaux ci-dessus mentionnés a la charge de la signalisation temporaire relative à la réalisation de son chantier, de jour comme de nuit. Elle est responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière doit être conforme aux dispositions en vigueur, et notamment à celles édictées par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est également responsable des accidents de toute nature pouvant résulter de la réalisation de leurs travaux.

Article 6 : Le présent arrêté est obligatoirement affiché au moins 48 heures avant aux abords du chantier avec les dates exactes des interdictions et restrictions, par la société en charge des travaux.

Article 7 : Le Directeur Général des Services, le Commissaire de Police, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de VERSAILLES, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Police Municipale
- Police Nationale
- Société CITYNETWORK
- Société KEOLIS

NOTIFIÉ, le 10/06/2024

PUBLIÉ, le 13/06/2024